Premier round au Défap pour l’expo « Deviens un héros »

Des groupes de jeunes enthousiastes et des perspectives d’animation en paroisse : la première journée de l’exposition interactive « Deviens un héros », organisée samedi 21 janvier par le Défap et le service Catéchèse de l’Église protestante unie de région parisienne, a largement convaincu. Destinée à des participants de 12 à 18 ans, elle vise à permettre à chacun de développer des « super-pouvoirs » pour déconstruire les préjugés et lutter contre les discriminations. Prochains rendez-vous : les 11 et 12 février. Il reste encore des places pour vous inscrire !



« Deviens un héros » : une exposition interactive qui déménage !

Non, ce n’est pas la nouvelle danse à la mode qui va bientôt

envahir les « dancefloors ». Pas davantage une séance de gymnastique mêlant Tai-chi-chuan et close-combat. Pas plus un parcours du combattant en zone urbaine. Ni une épreuve du dernier jeu télévisé pour gagner des millions… Ce que vous voyez sur cette photo, ce sont les participants d'un des modules de l'expo interactive « Deviens un héros » qui a été présentée pour la première fois en région parisienne samedi, au siège du Défap. De quoi réaliser que cette exposition n'avait rien de statique et qu'elle stimulait au contraire l'engagement physique… Et si l'on n'y gagnait pas des millions, on pouvait en tout cas y développer des super-pouvoirs fort utiles face aux maux actuels de notre société…

À mi-chemin entre l'exposition et l'animation, entre le spectacle et le jeu, « Deviens un héros » est un concept qui a été développé à l'origine par les EUL, les Équipes Luthériennes Unionistes, en Alsace. Destinée depuis sa création à permettre la rencontre, le partage et les réflexions pour les jeunes, en lien avec l'Évangile, cette association a décidé depuis plusieurs années, à travers « Deviens un héros », de s'engager contre les tentations de repli au sein de notre société et contre les risques de stigmatisation des minorités. Grâce à la collaboration entre le Défap et le service Catéchèse de l'Église protestante unie de région parisienne, cette exposition interactive a pu être présentée pour la première fois à Paris le samedi 21 janvier.



Qu'est-ce qui définit l'identité d'un individu ? © Défap

« Les jeunes ont bien joué le jeu, et ont beaucoup apprécié »,

témoigne Éline, du service Animation du Défap, qui animait l'exposition interactive. Pour cette première journée, deux groupes de jeunes, avec des moyennes d'âge assez différentes, ont eu l'occasion de développer leurs « super-pouvoirs » pour lutter contre les discriminations. Chacun a pu explorer un module distinct : l'un centré sur le groupe et les effets de groupe, l'autre sur les préjugés et les stéréotypes. Avec à chaque fois l'idée, non d'apporter des réponses toutes faites, mais de pousser les participants à la réflexion. Les participants du matin ont déjà fait savoir qu'ils espéraient pouvoir emprunter le matériel de l'exposition pour des animations dans leur propre paroisse… Ce qui est précisément le but recherché : l'idée est en effet de rendre cette exposition itinérante, et qu'après sa présentation au Défap, elle puisse tourner dans d'autres villes de France, afin de sensibiliser un maximum de jeunes, de manière ludique.

En Alsace, animée par les Équipes Luthériennes Unionistes depuis 2017, cette exposition a déjà été présentée à près de 5000 jeunes (lycées et collèges, rencontres de jeunes en paroisse, week-ends de catéchèse…). Vous pouvez encore la découvrir au Défap les 11 et 12 février, avant qu'elle n'essaime : il reste de la place pour vous inscrire ! Le formulaire est ici :

Inscrivez-vous !



Méfiez-vous des étiquettes ! © Défap

Deviens un héros : s’engager contre les discriminations

Pour s’engager contre les discriminations ou lutter contre les tentations de repli qui menacent nos société, pas besoin de venir de Krypton ou de Gotham : ce dont on a besoin, c’est de héros du quotidien ! C’est le thème de l’exposition interactive « Deviens un

héros », destinée aux 12-18 ans, développée par les Équipes Unionistes Luthériennes. À travers elle, les participants pourront apprendre à développer divers pouvoirs pour une société plus fraternelle… Vous pourrez la découvrir à Paris début 2023 grâce au Défap et au Service Catéchèse de la région parisienne de l'EPUdF. Pour tout savoir et vous inscrire, c'est ici !



« Deviens un héros » : à découvrir début 2023 au Défap !

« Deviens un héros« , c'est bien plus qu'une exposition : c'est une animation interactive, destinée aux jeunes de 12 à 18 ans, et c'est surtout un outil pédagogique qui les amène à s'interroger sur leur façon de vivre, avec les autres et dans le monde, face aux peurs, aux tentations de repli et aux risques de dérives de nos sociétés. Le concept en a été

développé depuis plusieurs années en Alsace, à Neuwiller-les Saverne, à l'initiative des EUL (les Équipes Unionistes Luthériennes). Le Défap et le Service Catéchèse de la région parisienne de l'EPUdF vous proposent désormais d'y participer à partir de début 2023. Pour la découvrir au Défap, rendez-vous au 102 boulevard Arago, à Paris, aux dates suivantes :



À travers ce parcours ludique, les jeunes se forment à la lutte contre les discriminations et le racisme. Ils développent plusieurs pouvoirs pour devenir les héros qui changeront le monde ! Car pour cela, il n'est pas nécessaire d'attendre des super-héros venus de Krypton ou de Gotham : il est possible de devenir des héros du quotidien, en s'engageant pour une société plus fraternelle et plus ouverte.

Pour s'inscrire individuellement ou inscrire un groupe, le formulaire est ici :

Inscrivez-vous !

Comment se déroule la visite ?

Tout au long du parcours, au travers des différents modules, des débats sont suscités sur chaque thématique, amenant chacun à partager ses expériences vécues et à s'interroger sur les questions de la discrimination, du racisme, de la xénophobie…

L'exposition se décline en trois modules complémentaires mais

indépendants les uns des autres (les groupes, les préjugés, les discriminations). Au Défap, nous vous proposerons de découvrir deux de ces modules. À chaque créneau horaire, ces deux modules seront animés pour deux groupes de 15 personnes. Si vous réservez un seul créneau, vous découvrirez donc aléatoirement un seul module. Vous pouvez aussi réserver deux créneaux (le même jour ou deux jours différents) pour avoir la possibilité de vivre les deux modules. Si vous souhaitez après votre visite aborder également le troisième module, nous pourrons envisager ensemble comment faire.

L'animation autour d'un module dure environ deux heures et nous pouvons accueillir au maximum 30 personnes (en deux groupes de 15) sur un même créneau horaire.

Depuis 2017, l'exposition a été présentée à **près de 2000 jeunes** (lycées et collèges, rencontres de jeunes en paroisse, week-ends aux EUL…).

Courrier de mission : « Deviens un héros »

Invitées fin décembre par Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence protestante, Barbara Siéwé et Eline O. ont présenté l'exposition interactive « Deviens un héros » conçue pour sensibiliser les jeunes aux préjugés. Une exposition que vous pourrez découvrir au siège du Défap, au 102 boulevard Arago, à Paris, à partir du 21 janvier.



Courrier de mission : « Deviens un héros », émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 décembre 2022 sur Fréquence Protestante

Nuits de la lecture : peur de l’autre

Les 7ème « Nuits de la lecture » se tiennent du 19 au 22 janvier 2023 sur le thème de la peur. Le Défap participe à cet événement organisé par le Centre national du livre à travers une soirée de lecture à haute voix de textes choisis dans sa bibliothèque, ou puisés parmi les créations des participants, sur le thème de la « Peur de l’autre ». Pour tout savoir et vous inscrire, c’est ici !



Détail de l'affiche des 7èmes « Nuits de la lecture », créée par l'artiste Aude Samama

Après l'amour en 2022, les Nuits de la lecture se tournent vers un autre genre de sensations fortes, puisque le thème choisi pour la 7ème édition est celui de la peur… Créées en 2017 par le ministère de la Culture pour promouvoir le livre et la lecture, elles sont aujourd'hui organisées par le Centre national du livre (CNL). Elles fédèrent chaque année plusieurs milliers d'événements en France, portés par les professionnels du livre et les lecteurs. Cette année le Défap y participe et a choisi pour thème « Peur de l'autre ».

Dans les albums et contes, dévoreurs à dents longues, sorcières, diables et autres monstres nous parlent de nos peurs enfantines – ce qui nous dépasse, nous menace, ce qui nous est inconnu.
Adultes, nos lectures continuent à interroger notre intériorité et notre regard sur le monde : que deviennent alors nos peurs enfantines ? Peur de l'autre, étranger qui vient fracturer notre intime dans la rencontre ? Peur de l'autre, étrange-té inavouable – parce que inacceptable – en nous ?

Pour participer, rendez-vous au 102 boulevard Arago, à Paris :



Des sélections de textes, puisés dans les rayonnages de la bibliothèque, vont venir éclairer cette question.

Vous pouvez aussi participer en envoyant votre texte (1500

mots) sur le thème de cette soirée « Peur de l'autre ». Après sélection, certains d'entre eux seront lus pendant la soirée, et tous les écrits rejoindront le recueil de textes. Tout genre littéraire est bienvenu : poésie, philosophie, roman, BD… Envoyez votre texte à animation@defap.fr avant le 20/12/2022.

Pour s'inscrire individuellement ou inscrire un groupe, le formulaire est ici :

Inscrivez-vous !

L'entrée est gratuite ; mais le nombre de place étant limité, l'inscription préalable pour participer à cette soirée est fortement recommandée.

Une soirée de lectures à haute voix pour écouter les mots des autres. Sans peur aucune ?

Le Secaar : innover face aux défis climatiques

Trouver des solutions face aux défis tant humains qu'écologiques que posent les grands enjeux actuels, notamment liés au changement climatique : c'est ce que fait le Secaar, organisation au service du développement holistique, qui regroupe 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, et dont le Défap est membre fondateur. C'est précisément l'une des actions soutenues par le Secaar qui va être

portée par le Défap dans le cadre de son projet de compensation carbone.



Photo prise durant un atelier du Secaar sur les plantes médicinales – août 2019, Kpalimé, Togo © Secaar

S’adapter au changement climatique, ça ne se résume pas à appliquer mécaniquement une série de recettes. Il faut au contraire expérimenter, innover ; et pour cela, bien connaître les enjeux. Il y faut des compétences, de l’expérience, une démarche éprouvée. Le Défap ne peut se prévaloir d’une telle expertise, mais il peut s’appuyer sur des partenaires à la solidité reconnue.

Depuis l’origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l’identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d’Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire

commun de plusieurs Églises protestantes de France ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. C'est le cas du Secaar.

Une approche mêlant étroitement spiritualité et solidarité

Loin d'une course au développement à tout crin, le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Il a été fondé en 1988 au Bénin, avant d'être officiellement constitué en association internationale en 1994 à Yaoundé, au Cameroun. Son siège se trouve aujourd'hui à Lausanne, en Suisse, et le secrétariat exécutif à Lomé, au Togo.

Le Secaar, c'est donc une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Lieu d'expérimentation, de formation et accompagnement de structures et de communautés locales, le Secaar ambitionne d'être un réseau qui contribue

au développement local. Il est de plus en plus reconnu pour ses compétences et la qualité de son accompagnement.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

«La mission dans tous ses états» : un week-end de réflexion à Lyon avec le Défap

Comment parler de la mission aujourd’hui ? Comment cette thématique doit-elle être prise en compte au sein des Églises ? Cette question, qui était déjà au cœur du dernier conseil national de l’EPUdF, a été évoquée à Lyon lors d’une table ronde à laquelle participaient notamment Basile Zouma et Emmanuelle Seyboldt.



Affiche de « La mission dans tous ses états », événement organisé à Lyon les 26 et 27 novembre © Défap

« Le défi missionnaire va-t-il changer la face de l'Église… ou juste la façade ? » Derrière le jeu de mots, un thème et un enjeu cruciaux, non seulement pour les organismes missionnaires comme le Défap… mais aussi pour les Églises elles-mêmes. En témoignaient la qualité des intervenants qui étaient présents, ce 26 novembre, pour débattre lors de la table ronde organisée à l'initiative du pasteur Pierre Blanzat à l'espace Bancel, à Lyon. Il y avait là Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France – l'EPUdF qui a précisément placé son dernier synode national sous le thème de « Mission de l'Église et ministères » ; Basile Zouma, Secrétaire général du Défap ; Peter Hanson, pasteur luthérien américain qui œuvre à la fois à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon ; et Robert Innes, évêque

anglican du diocèse d'Europe. Quatre intervenants pour cette table ronde, et pas moins de cinq organismes du milieu des Églises participant à ce week-end, puisque l'Église évangélique du Cameroun en France (qui a créé sa première paroisse française précisément à Lyon, en 2008) en était également partenaire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cet événement était organisé à Lyon, une ville où le dialogue œcuménique est particulièrement actif.

Par définition, la mission – y compris dans son acception profane – suppose un but à atteindre ; elle implique des efforts à accomplir et des difficultés à surmonter… Il n'y a pas de mission qui aille de soi. C'est d'autant plus vrai dans le domaine missionnaire – et plus encore aujourd'hui. Tous les organismes missionnaires sont poussés à mener des réflexions approfondies sur leur rôle, leurs moyens, leurs domaines d'intervention – et au-delà, sur ce qu'implique la mission aujourd'hui. Tous ont été amenés à se réformer pour pouvoir adapter leur action dans un monde qui bouge, dans des sociétés qui se transforment de manière rapide et radicale.



Emmanuelle Seyboldt et Robert Innes au Grand Temple de Lyon pour le culte du premier dimanche de l'avent © Église Protestante Unie de Lyon Rive Gauche

Comment parler de la mission en Europe aujourd'hui, comment répondre aux défis du monde actuel comme, par exemple, celui de la participation des Églises aux grands débats de société, celui de la relation aux exclus, aux migrants, celui de la sauvegarde de la création ? Quel témoignage porter dans une société où les Églises, en tant qu'institutions, sont en perte d'influence pendant que se développent des formes de religiosité hors institutions ? Quelles relations trouver entre Églises – celles qui sont implantées dans notre pays de longue date, celles qui s'y implantent, parfois avec un projet ouvertement missionnaire, et celles établies au loin, avec lesquelles existent des relations de longue date ? Quelle place pour les échanges de personnes dans ces relations entre Églises, quelle place pour la solidarité internationale ? Quels équilibres trouver entre témoignage et action concrète ? Quelles relations avec les autres chrétiens, avec les autres religions ? Aucune de ces questions n'est vraiment nouvelle, mais elles se posent d'année en année avec plus d'acuité.

« L'Église a des frontières qui vont bien plus loin qu'elle ne l'imagine »

À l'occasion de cette table ronde, les divers intervenants ont pu partager leurs expériences : le pasteur Peter Hanson, qui a longuement œuvré au Sénégal, a ainsi pu témoigner des effets du choc culturel… à l'aller, mais aussi au retour. Or, s'il s'attendait à devoir faire des efforts d'adaptation en allant des États-Unis, où il était né et avait grandi, au Sénégal, il ne s'attendait nullement à devoir se réadapter en revenant sur le territoire américain, où il a retrouvé un contexte, mais aussi un milieu d'Église très différents de ceux qu'il avait précédemment connus. Emmanuelle Seyboldt a évoqué le long travail de réflexion sur « Mission de l'Église et ministères » en cours au sein de l'EPUdF, mais aussi les partenariats noués avec d'autres Églises comme celle d'Angleterre, et a évoqué

des expériences comme celle des « fresh expressions ». Basile Zouma, pour sa part, a rappelé l'histoire du Défap, tout le chemin parcouru depuis les années 70 jusqu'à aujourd'hui : « un parcours riche de rencontres, de relations, de réflexions » pour un organisme dont la vocation est « d'établir des ponts ». Et de souligner : « Dans aucune société humaine, il n'est naturel de penser à celui ou celle qui est loin ; on a d'abord tendance à penser à soi, aux proches. D'où l'intérêt de lieux « poils à gratter », destinés à nous rappeler que le monde ne se limite pas à notre petite sphère géographique ». Et au-delà même de cet aspect, les Églises ne peuvent prétendre se tenir à l'écart des grands changements du monde : leur composition même change en profondeur, ce qui est valable sur tout le territoire national, et pas seulement dans les grandes villes. Les mouvements de population touchent ainsi directement à la sociologie des paroisses.

« Si l'on prend l'exemple d'un continent avec lequel la France a des liens historiques, le continent africain, souligne Basile Zouma, il faut bien se rendre compte qu'aujourd'hui, il existe des communautés issues de pays d'Afrique dans nombre de paroisses de l'EPUdF. Ces communautés participent à la vie de l'Église, l'enrichissent, et viennent aussi lui rappeler qu'elle a des frontières qui vont peut-être bien plus loin qu'elle ne l'imagine. L'Église d'aujourd'hui ne correspond plus au modèle qui avait cours il y a seulement quelques décennies, elle a poussé des branches si loin qu'elle ne s'en rend parfois plus vraiment compte elle-même : il n'est pas simple pour tout le monde de prendre conscience de cette nouvelle réalité. » Et Basile Zouma d'ajouter, pour répondre à la question qui donnait son thème à la table ronde : « que l'on parle de face ou de façade de l'Église, les deux sont importantes. Quand on a une façade dégarnie, ça ne donne pas envie d'entrer ; et quand on entre, on doit trouver quelque chose qui donne envie de rester. Dans l'Église, nous devons donc travailler notre présence au monde pour donner à la fois

envie d’entrer et de rester. »

Au-delà de la table ronde, qui se tenait le samedi à 17h30 à l’espace Bancel avec les quatre intervenants, c’était le week-end entier qui était placé sous la thématique de la mission, avec un culte interculturel organisé le dimanche matin au Grand Temple de Lyon, et un culte-cantate dans l’après-midi avec l’ensemble Bruecken. C’était aussi l’occasion de présenter l’exposition sur les 50 ans du Défap, qui aura prochainement vocation à circuler dans les paroisses de la région lyonnaise.

Courrier de mission : neuf actions pour faire revivre Bangui

Né en République centrafricaine et ayant fait ses études de théologie à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui, avant de devenir boursier du Défap, Rodolphe Gozegba est désormais engagé dans un projet visant à améliorer les conditions de vie de la capitale de son pays, Bangui. Une capitale fragile et qui a frôlé la famine : c’est à ce premier problème que s’est attaquée l’association qu’il a fondée, A9. Mais au-delà, les objectifs sont plus ambitieux et vont de la création d’un réseau d’assistance psycho-sociale à la sensibilisation de la population à la question de l’environnement, en passant par la promotion du vivre-ensemble. Des objectifs que Rodolphe Gozegba a eu

l’occasion de détailler au micro de Marion Rouillard, dont il était était l’invité fin novembre pour l’émission « Courrier de mission – le Défap ».



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l’association A9 lors d’une visite en France © DR

En République centrafricaine, les maux sont multiples et s’enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s’est développé au cours de l’année 2013. Il a vu s’opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d’auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l’ancien président François Bozizé. Une guerre qui s’est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d’une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L’Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la

recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189. Or parallèlement, le pays est très fragile face aux effets du changement climatique et voit se multiplier les événements climatiques extrêmes : en 2019 par exemple, de fortes inondations à Bangui ont forcé des dizaines de milliers de personnes à quitter leur domicile. Pendant que la diminution des ressources en eau et en pâturages dans les régions du Sahel et du lac Tchad provoque l'arrivée de nombreux éleveurs avec leurs troupeaux, ce qui crée aussi des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Lorsqu'il est venu en France depuis Bangui pour poursuivre des recherches en bénéficiant d'une bourse du Défap, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé avait déjà fait plusieurs années d'études à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui ; en se plongeant dans la pensée de Jürgen Moltmann, il a rapidement fait un parallèle entre cette théologie de l'espérance et des recommencements, et sa quête d'un espoir face aux maux affligeant son pays. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat le 10 décembre 2020 à l'Institut protestant de théologie de Paris, Rodolphe Gozegba s'est lancé dans un projet concret pour aider ses compatriotes à Bangui. « En tant que théologien, ayant travaillé sur la théologie de Moltmann, qui place l'humain au cœur de toutes préoccupations, j'ai approché certains amis, et nous avons créé A9 », explique-t-il aujourd'hui au micro de Marion Rouillard.

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

A9 : une association qui a pour but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

Mais pourquoi ce nom : A9 ? Il s'agissait, pour Rodolphe Gozegba et la douzaine d'amis avec lesquels il a créé cette association, de faire référence à un symbole fort de la République centrafricaine en lien avec leurs préoccupations, notamment environnementales. « On s'était rendu compte que le seul article de la Constitution centrafricaine qui abordait les questions liées à l'environnement, c'était l'article 9. »

Dès lors, le nom de l'association était tout trouvé : A9. Mais les fondateurs de la jeune association devaient bientôt s'apercevoir qu'en 2016, la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, avait modifié la Constitution ; et que l'article 9 s'était alors retrouvé placé à la 11ème place… Or le nom de l'association était choisi, et « A11 » sonnait beaucoup moins bien que « A9 » … Rodolphe Gozegba et ses amis devaient alors se livrer à une relecture en profondeur de cet article pour en dégager neuf actions, lesquelles constituent désormais les axes du programme de travail de l'association :

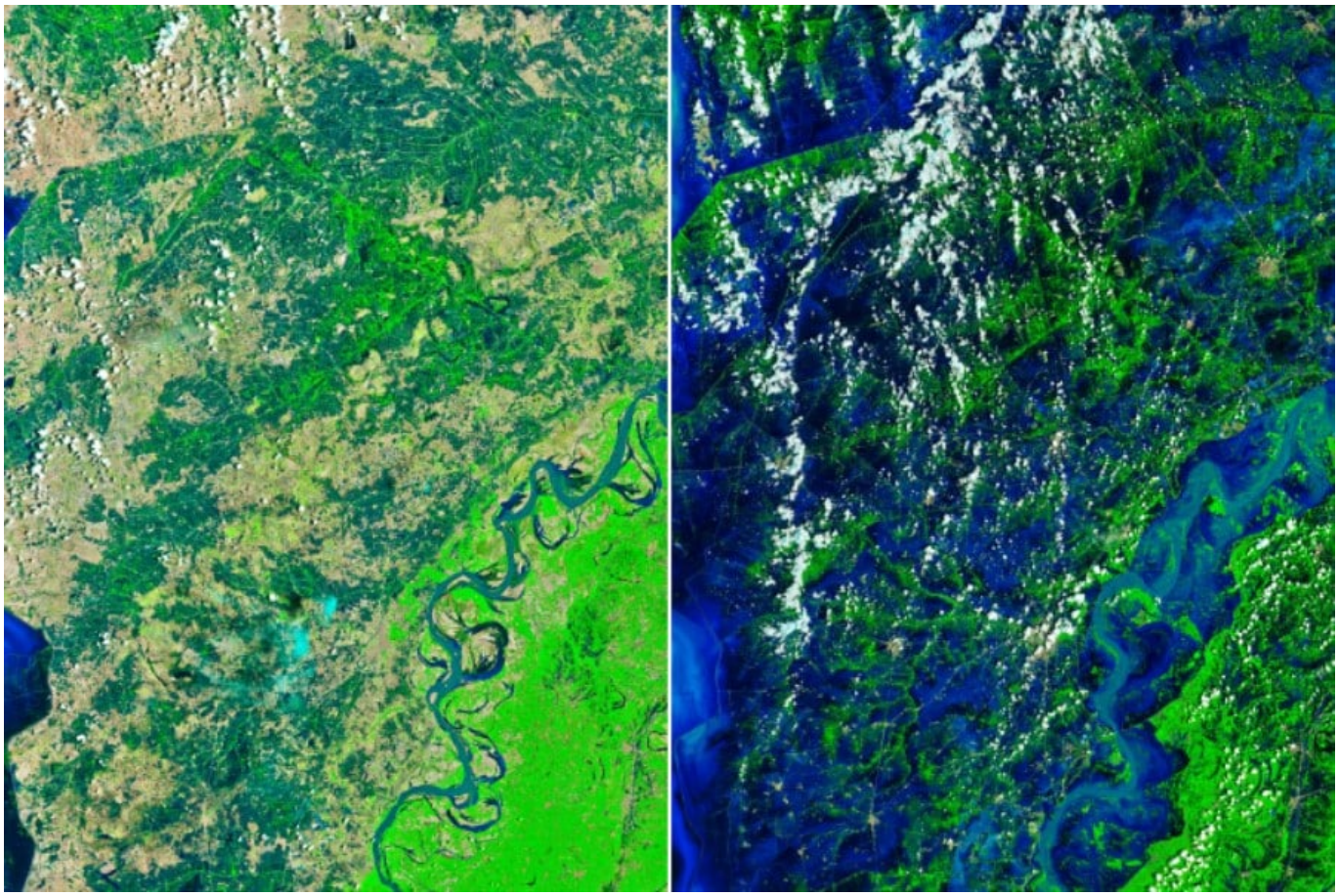
- l'agriculture urbaine et périurbaine
- la sensibilisation de la population et des instances politiques à la question de l'environnement
- la préservation de la nature
- le reboisement de la ville
- la promotion de l'égalité hommes-femmes en luttant contre les violences faites aux femmes
- la cohésion sociale et la promotion du vivre-ensemble
- la préservation de la nature : cours d'eau, sources et brousse
- la création d'un système de collecte d'ordures et de recyclage
- la promotion des soins de santé physique et sociale, la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale, notamment pour faire face aux conséquences des traumatismes subis par la population après des années de guerre plus ou moins ouverte, plus ou moins larvée.

Après la création de jardins potagers à Bangui pour améliorer l'autonomie alimentaire des habitants, A9 a lancé en juin 2022 la deuxième action visant à participer activement au rétablissement de la cohésion sociale. Elle veut désormais lancer une formation d'éducation au dialogue interreligieux et interculturel, débouchant sur un Certificat de compétence en Dialogue interculturel et interreligieux. Les besoins sont immenses, mais les idées ne manquent pas ; les bonnes volontés

non plus.

COP 27 : comment les Églises s’engagent

Alors que la 27ème Conférence des Parties s’est tenue en novembre en Égypte, événements climatiques extrêmes et rapports d’experts se conjuguent pour appeler les décideurs mondiaux à faire davantage pour sauvegarder les conditions de vie sur notre planète. Aux côtés des ONG et des militants pour l’environnement, les chrétiens s’engagent aussi. En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d’une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Un mouvement dans lequel s’inscrit pleinement le Défap.



Les inondations au Pakistan vues depuis l'espace : à gauche, photo satellite du 4 août 2022 ; à droite, photo satellite prise le 18 août montrant les zones inondées © Nasa

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : nous en avons désormais les effets tous les jours sous les yeux. Des effets redoutables, qui se traduisent par des destructions et des pertes de vies humaines touchant principalement les pays du Sud. C'est ce constat, fait dès l'ouverture de la COP 27 le dimanche 6 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, qui a conduit ces pays à réclamer des dédommagements financiers. Cette question délicate des « pertes et dommages » a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour lors de la cérémonie d'ouverture, alors qu'elle ne devait jusqu'alors faire l'objet que d'un « dialogue », prévu jusqu'en 2024.

L'image d'ouverture de cet article résume à elle seule cet enjeu : elle montre les effets des inondations catastrophiques qui ont frappé le Pakistan au cours des mois précédant cette

27ème Conférence des Parties, qui a regroupé les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Depuis la mi-juin 2022, le Pakistan a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays.

Ce que l'on prévoit, ce que l'on observe

Mais ce n'est que l'un des événements les plus dramatiques d'une année 2022 qui a vu se multiplier les anomalies climatiques, comme les canicules répétées en Europe accompagnées d'incendies hors-normes, ou la sécheresse extrême qui frappe la Corne de l'Afrique. Un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié à l'ouverture de la COP 27 constitue un nouveau signal d'alerte : si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées. Il vient s'ajouter au dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), qui souligne que la fenêtre d'action pour limiter la hausse globale des températures est en train de se refermer. Les politiques publiques mises en œuvre par les États depuis la COP 26 – qui s'est tenue en 2021 à Glasgow, au Royaume-Uni – se traduisent aujourd'hui par une différence négligeable en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre jusqu'alors prévues pour 2030. Ce qui est très insuffisant pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C. Sans un changement majeur, la température moyenne du globe devrait augmenter de 2,8°C d'ici la fin du siècle. Et même si les engagements déjà pris au niveau international étaient effectivement tenus – ce qui est loin d'être le cas –

la hausse de température atteindrait entre 2,4 et 2,6 °C.

La fiabilité de ces prévisions est largement reconnue dans le milieu scientifique. Certes, il ne s'agit que de prévisions. Mais ce que l'on peut d'ores et déjà observer aujourd'hui va dans le même sens. Comme ce que montre cette animation :

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme… Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa sur **sa page Youtube consacrée au climat**, et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur

lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Quand les Églises appellent à une « conversion » écologique

Alors que les conséquences des changements climatiques, mais aussi de la déforestation et de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les humanitaires s'y sont mis aussi. Les Églises se sont également saisies de la question, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Une préoccupation visible depuis longtemps au niveau international : dès 1983, la Déclaration œcuménique de Vancouver avait souligné les liens existant entre justice, paix et sauvegarde de la création. Au niveau français, à l'approche de la COP 27, le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) a diffusé une adresse œcuménique appelant le président Macron à « une vraie « conversion » écologique ». L'Église Protestante Unie de France avait pour sa part pris comme thème principal de son synode national en 2021 : « Écologie : quelle(s) conversions » ; et à l'issue de ses travaux, le Synode avait diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une **commission Écologie et Justice climatique**, présidée par **Martin Kopp**. Le **Défi Michée** porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement **Chrétiens unis pour la terre**, ou la démarche initiée par le label « **Église verte**« .

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Quand elles ne militent pas directement en faveur du climat, les Églises, notamment protestantes, manifestent aussi bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. La conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Comme le soulignait en 2007 le sociologue Claude Dargent dans un article de La Croix (Ce que l'écologie française doit au protestantisme), « les protestants sont deux fois plus nombreux que les Français pris dans leur ensemble à être membres d'une association environnementale ou à être prêts à s'y engager ». Les mouvements écologistes français sont aussi redevables à l'héritage de grandes figures intellectuelles et militantes comme Jacques Ellul et Joseph Charbonneau.

Le Défap agit pour sa part dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets… et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont déjà un problème majeur. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales. Ce sont quelques-uns de ces projets que vous avez pu découvrir sur notre site à l'occasion de la COP 27.

Ulrich Rusen-Weinhold nouveau secrétaire général de la CEPPLE

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Courrier de mission : Pasteur.e.s de là-bas, ici

Du 10 au 12 octobre s'est tenue au Défap une première session d'accueil de pasteurs arrivant de l'étranger et accueillis dans des Églises de France. Vincent Nême-Peyron, Président de la Commission des ministères de l'Église protestante unie de France, et Peter Hanson, pasteur luthérien américain qui œuvre à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon, reviennent au micro de Marion Rouillard sur la genèse et sur les buts du projet.



Un aperçu de la première session de formation interculturelle organisée par le Défap pour des pasteurs arrivant de

l’étranger © Défap

Une première session pour accueillir les pasteurs d’origine étrangère, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

Les plaies d’Haïti

Après la violence des gangs et la corruption, après les hausses de prix de l’essence annoncées par un gouvernement désespérément en quête d’autonomie financière, et les manifestations qui ont suivi ; après les pénuries, les blocages de dépôts de carburant, les écoles et les hôpitaux fermés, voici le choléra. Et Haïti appelle à une aide extérieure. Mais ce dont le pays a besoin avant tout, c’est d’un soutien pour garantir une véritable indépendance.



Une commerçante haïtienne dans sa boutique – © maxpixel.net

Les plaies d'Égypte étaient au nombre de dix. Celles d'Haïti sont bien plus nombreuses, non pas d'origine divine, mais essentiellement causées par les hommes. La dernière en date, le choléra, n'est elle-même qu'une conséquence d'un blocage de plus en plus dramatique de la société et des institutions. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, le pays n'a plus de chef d'État, mais un gouvernement intérimaire dirigé par le Premier ministre Ariel Henry. Dans les faits, la rue est aux gangs, bien plus nombreux et mieux armés que la police, et les luttes entre groupes armés exacerbent les crises existantes, telles que la malnutrition et le manque de biens de première nécessité. Plus d'un million de personnes dans la capitale souffrent de la faim, l'eau se fait de plus en plus rare et récemment, les pénuries de carburant ont contraint les hôpitaux à fermer. Les premiers cas de choléra confirmés ont été signalés dans les bidonvilles

de Cité Soleil et de Carrefour Feuilles – des zones contrôlées par les gangs et quasi-inaccessibles aux équipes médicales. Impuissant à rétablir un semblant d'ordre et de services essentiels, le gouvernement Henry a réclamé une aide internationale par une résolution prise en conseil des ministres le 6 octobre. Le 9, l'appel a été relayé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Des hausses des prix des carburants de plus de 100%

À l'origine de l'aggravation actuelle de la crise haïtienne, il y a eu l'annonce, le 11 septembre par Ariel Henry, d'une hausse spectaculaire des prix du carburant. Il s'agissait pour le gouvernement de trouver des ressources financières qui lui font cruellement défaut, en mettant fin à des subventions aux produits pétroliers, en luttant contre le marché noir ; il s'agissait aussi de mieux contrôler les flux de marchandises qui bien souvent échappent aux droits de douane… Mais dans un contexte où beaucoup n'ont pas même assez pour se nourrir, l'annonce a dégénéré en manifestations et en violences, avec appels à la démission du Premier ministre – un mécontentement exploité et accru par les groupes armés, souvent soutenus par de puissants intérêts politiques et économiques hostiles à Ariel Henry : c'est ainsi qu'une puissante fédération de gangs connue sous le nom de G-9 a bloqué l'accès au terminal pétrolier de Varreux. Le blocus dure depuis un mois et les pénuries sont devenues catastrophiques. On ne trouve plus d'essence qu'au marché noir. Une situation assez similaire aux débuts de la crise qui avait lancé la contestation contre le président Jovenel Moïse : c'était en juillet 2018 et les manifestations avaient commencé après l'annonce d'une hausse de 40% du prix du carburant. Aujourd'hui, il s'agit d'une hausse de 100% ; et elle intervient après une hausse de 200% sur certains produits pétroliers comme le diesel en décembre dernier.

Les appels à une intervention internationale se sont

multipliés bien avant la résolution du gouvernement Henry. Le président américain Joe Biden a évoqué la situation haïtienne le 21 septembre à la tribune des Nations unies, à l'occasion de la 77ème assemblée générale. Mais qui se soucie de donner à Haïti les moyens de prendre son destin en main ? Les promesses internationales de soutien financier pour renforcer la police haïtienne n'ont pas été honorées par ceux qui les ont faites – à l'exception notable du Canada. Et Haïti souffre déjà trop de sa dépendance à l'extérieur. Ce pays autrefois riche de ses ressources naturelles doit aujourd'hui importer toutes ses denrées de base. La corruption a encouragé la destruction de la couverture végétale – ce qui favorise aujourd'hui les coulées de boue lors des cyclones. Les précédentes interventions internationales ont été entourées de scandales : comme la gabegie qui a suivi le séisme de 2010. Port-au-Prince aurait dû renaître de ses ruines plus belle, plus solide ; mais depuis 2010, seuls les bâtiments publics comme la Cour de cassation ou le Ministère du tourisme ont été rénovés dans le respect des normes antisismiques. Sur les près de 9 milliards d'euros d'aides qui ont été débloqués par la communauté internationale pour venir en aide à Haïti, la majeure partie a été détournée. Et au moment où le choléra fait de nouveau des victimes, comment oublier que la précédente épidémie avait été provoquée par les casques bleus de l'ONU, qui avaient déversé des eaux usées contaminées dans une rivière ? Ces mêmes casques bleus qui avaient été accusés d'abus sexuels systématiques envers la population haïtienne… Ce n'est pas pour rien que l'on surnomme parfois Haïti « la République des ONG » ; mais ces ONG n'y sont pas moins perçues avec méfiance.

Aider nos partenaires haïtiens à agir et à porter leur témoignage

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que

traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Les relations entre les protestantismes haïtien et français sont anciennes et solides. En témoigne l'existence de la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France et dont la gestion administrative est assurée par le Défap, qui rassemble les acteurs du protestantisme français ayant des liens avec le protestantisme haïtien. Comme le soulignait il y a déjà plus d'un an le pasteur Philippe Verseils, « il faut aider nos partenaires haïtiens à survivre ». Il connaît bien à la fois Haïti et le Défap : il a travaillé une dizaine d'années au sein du Service Protestant de mission entre les années 90 et 2000, avant d'être envoyé du Défap en Haïti deux ans à partir de 2010.

Si les Églises seules ne peuvent résoudre les multiples plaies qui affligent Haïti, elles peuvent continuer à agir et à porter leur témoignage. C'était le sens de l'appel de Martin Luther King, dont on oublie souvent qu'il était un pasteur baptiste, lors de sa remise du prix Nobel de la paix, en 1964 : « Aujourd'hui, dans la nuit du monde et dans l'espérance, j'affirme ma foi dans l'avenir de l'humanité. Je refuse de croire que les circonstances actuelles rendent les hommes incapables de faire une terre meilleure. Je refuse de partager l'avis de ceux qui prétendent l'homme à ce point captif de la nuit, que l'aurore de la paix et de la fraternité ne pourra jamais devenir une réalité. Je crois que la vérité et l'amour, sans conditions, auront le dernier mot effectivement. La vie, même vaincue provisoirement, demeure toujours plus forte que la mort. Je crois fermement qu'il reste l'espoir d'un matin radieux, je crois que la bonté pacifique deviendra un jour la loi. Chaque homme pourra s'asseoir sous son figuier, dans sa vigne, et plus personne n'aura plus de raison d'avoir peur. »

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

Courrier de mission : rencontre avec la théologienne Madeleine Mbouté

Doyenne de la faculté de théologie de Ndoungué, où sont formés les pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun, Madeleine Mbouté était fin septembre l'invitée de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Elle y évoque des thématiques qui lui tiennent à cœur et sur lesquelles la faculté qu'elle dirige s'efforce de faire évoluer les mentalités : la place des femmes et l'éthique chrétienne.



Madeleine Mbouté © DR

« Quand on a adhéré au message du salut donné par Jésus-Christ, inévitablement, notre vie devient une bible ouverte. » C'est armée de cette conviction forte que Madeleine Mbouté dirige la faculté de théologie de Ndoungué, dont elle est doyenne et où elle enseigne depuis 13 ans la théologie systématique. Actuellement présente en France, elle était l'invitée, le 28 septembre, de Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap », diffusée le quatrième mercredi de chaque mois sur Fréquence protestante.

Entretien avec Madeleine Mbouté, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 septembre 2022 sur Fréquence Protestante

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée

séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. C'est une institution partenaire du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Sous l'impulsion de sa doyenne, la faculté de théologie de Ndoungué travaille sur des sujets cruciaux comme la place de la femme dans l'Église ou les questions d'éthique chrétienne. Des thématiques qui, au-delà de l'Église elle-même, concernent toute la société camerounaise, dont l'histoire et les valeurs ont été fortement marquées par l'influence protestante : les missions protestantes se sont succédé dans ce pays du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'UPAC, à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%.

Place des femmes : « 17 femmes ont été ordonnées pasteures en juillet »

Au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, souligne Madeleine Mbouté, les femmes ont une place essentielle. Au quotidien, elles travaillent « à l'éducation des enfants, dans les œuvres sociales, dans l'encadrement des déshérités ». Elles peuvent aussi faire des études de théologie, devenir pasteures et cadres de l'Église. Comme le note Madeleine Mbouté, « Henriette Mbatchou, qui a été présidente de la Cevaa (la Communauté d'Églises en mission), est de notre Église ». Mais c'est une conquête récente et qui nécessite encore de poursuivre les efforts pour mieux reconnaître la place des femmes. Dans cette évolution, une missionnaire d'origine

hollandaise de l'Église Réformée des Pays-Bas, Jansen Mechteld, qui fut la toute première pasteure à travailler, de 1989 à 1993, dans une paroisse de l'EEC à Foumban, a joué un rôle de déclencheur en bousculant les mentalités au sein de l'Église. « L'EEC a commencé à accepter des femmes en formation théologique en octobre 1992 », rappelle ainsi Madeleine Mbouté. Néanmoins, il a fallu attendre l'année 2001 pour qu'elle consacre ses premières pasteures. Depuis les années 90, « une quarantaine de femmes ont été formées dans notre école de théologie à Ndoungué, mais aussi à l'UPAC ». Mais si les pasteures de l'EEC « assument leurs responsabilités avec dévouement et efficacité », aujourd'hui encore, elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Madeleine Mbouté se veut toutefois confiante dans l'évolution des mentalités au sein de son Église : « sur les 126 pasteurs qui ont été consacrés le 24 juillet dernier, il y avait 17 femmes ». Une évolution à laquelle elle travaille régulièrement à travers l'organisation de colloques et de séminaires.

Les questions d'éthique chrétienne sont un autre grand sujet auquel se consacre Madeleine Mbouté. Un thème difficile au sein d'une société marquée par de nombreuses dérives, qui n'épargnent pas toujours les Églises. « Tout au long de l'année académique 2021-2022, note-t-elle, nous avons tenu des séminaires en master 1 et 2 sur la thématique de la christologie de conquête et de reconquête ». Une manière de dire que les chrétiens doivent assumer de porter dans la société des valeurs inspirées de leur foi : « c'est quand on a accepté l'amour de Jésus-Christ pour nous, son sacrifice pour notre vie, que les fruits éthiques peuvent accompagner notre vécu au quotidien ». C'est d'ailleurs pour travailler sur ces questions d'éthique qu'elle est actuellement en France, ce qui lui permet d'accéder à la bibliothèque de l'Institut Protestant de Théologie et de s'entretenir avec des enseignants, notamment la doyenne Valérie Nicolet. « J'avais fait une analyse il y a 13 ans sur la crise spirituelle au

sein du protestantisme camerounais », rappelle-t-elle. Après des années d’enseignement à Ndoungué, elle a repris « des recherches pour mieux comprendre les causes de cette crise, ce qui y a conduit l’Église ; et pour mieux comprendre le comportement des chrétiens dans la société ».